



Communiqué de soutien des organisations autochtones de Guyane Pour la défense des droits des peuples autochtones et la protection de nos traditions ancestrales

Les organisations autochtones de Guyane tiennent à exprimer leur plein soutien à la position ferme et légitime du peuple Kali'na, telle qu'exprimée dans leur récent communiqué. Les événements des 27 et 28 septembre 2024, marquant la mise en place du nouveau bureau du Grand Conseil Coutumier, ont été entachés par une intervention unilatérale et inacceptable, brisant l'harmonie entre les peuples autochtones et bushinengues de Guyane.

Nous condamnons fermement l'ingérence des capitaines Aluku, prétendant représenter l'ensemble des six peuples bushinengues sans consultation ni respect des procédures coutumières en vigueur. Cet acte de division constitue une violation flagrante des principes fondamentaux qui régissent nos relations ancestrales et coutumières, en particulier le respect de la parole donnée.

Les organisations autochtones de Guyane déclarent également qu'elles ne reconnaissent pas Sylvio Van Der PIJL, élu par les capitaines Aluku, comme un représentant légitime des peuples autochtones de Guyane, ni Catherine Yapara, qui n'a pas respecté sa parole en se représentant lors de l'assemblée plénière pour le poste de vice-présidente, malgré le fait de ne pas avoir été désignée lors du congrès du collège autochtone le 13 avril 2024 à Belle Terre. Ces comportements ne reflètent ni la volonté ni les intérêts des peuples autochtones, et leur légitimité est donc fortement contestée. Nous réaffirmons que la représentation coutumière doit s'appuyer sur le respect des règles ancestrales et des valeurs communes à nos peuples.

La décision du peuple Kali'na de se retirer du Grand Conseil Coutumier est un acte courageux et symbolique. Elle marque la volonté de préserver l'intégrité de leurs droits, de leur territoire et de leur gouvernance, sans ingérence externe. Nous comprenons et soutenons pleinement cette décision qui reflète une profonde méconnaissance de l'histoire et des réalités coutumières de notre territoire de la part de certains intervenants.

Par ailleurs, M. Chambrier Jean-Philippe et M. Aulaguea Thérèse, représentants des associations au sein du Grand Conseil Coutumier, informent nos frères et sœurs de leur décision de se retirer également de cette instance par leurs démissions respectives. Ce choix réaffirme leur solidarité avec le peuple Kali'na et leur rejet des pratiques actuelles au sein du Grand Conseil qui ne respectent ni nos traditions ni nos valeurs ancestrales.

Les organisations autochtones de Guyane réaffirment ici leur engagement à défendre le droit inaliénable des peuples autochtones à gérer eux-mêmes leurs terres et leurs ressources. Les

Zones de Droits d'Usage Collectifs (ZDUC), les concessions et cessions doivent rester sous la souveraineté des peuples qui en sont historiquement les gardiens. En ce sens, nous appuyons la volonté du peuple Kali'na de reprendre en main la gestion de leurs terres et de leur avenir, à travers leur propre gouvernance.

Nous appelons également à la vigilance face aux dérives qui mettent en péril l'équilibre fragile de nos relations coutumières. Il est primordial que nos droits ancestraux et notre souveraineté soient respectés dans toute discussion concernant nos terres et nos ressources.

En tant qu'organisations autochtones, nous nous tenons aux côtés du peuple Kali'na et de toutes les communautés qui luttent pour la préservation de leur souveraineté, de leur identité et de leurs traditions. Ensemble, nous réaffirmons la nécessité de protéger nos terres non cédées, de sauvegarder notre autonomie et d'assurer un avenir fondé sur le respect de nos valeurs ancestrales.

*Pour la préservation de nos droits et de nos terres,
Les organisations autochtones de Guyane.*